

Grande consultation des entrepreneurs

BILAN 2019



CCI FRANCE

Janvier 2020

Depuis maintenant 5 ans, CCI France s'est doté d'un dispositif visant à se faire le relais du regard que les chefs d'entreprise portent sur leur environnement, de leurs motifs d'espoir et de leurs attentes. Ainsi, 11 fois par an, 600 entrepreneurs et dirigeants français partagent leurs points de vue et nous font part de leurs ressentis d'aujourd'hui et de leurs perspectives pour demain.

Chaque année, nous retraçons le vécu de ces chefs d'entreprise et tâchons de comprendre comment les différentes échéances et les événements politiques qui l'ont ponctuée ont pu influencer le regard des dirigeants sur l'avenir de leur entreprise.

En fin d'année 2018, le moral des entrepreneurs était redescendu très bas après avoir atteint des sommets d'optimisme et de satisfaction. Entre les tensions commerciales Chine/ Etats-Unis et les boycotts qui en découlaient, l'inconnue du Brexit et le FMI qui révélait début janvier un endettement record de l'économie mondiale, la croissance en 2019 apparaissait sérieusement menacée.

Fin 2019, force est de constater que l'économie française a su tirer son épingle du jeu : moteur de croissance de la zone euro, niveau d'embauche en nette progression, pays européen le plus attractif pour les investisseurs internationaux sur les projets industriels et de R&D. Ce dynamisme, les chefs d'entreprise semblent s'en être emparés. Si l'année ne fut pas un long fleuve tranquille, les niveaux d'enthousiasme et d'optimisme des dirigeants ont atteint de nouveaux records et ce, pour la troisième année consécutive. L'effet « boost » de la présidence d'Emmanuel Macron observé dès 2017 semble bien s'être installé dans la durée.

La réforme du Code du travail, la baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés, les allègements de cotisations, la loi PACTE, la réforme de l'assurance chômage... la liste est longue des mesures prises en faveur des entreprises depuis l'entrée de fonction de ce Gouvernement. Les dirigeants en sont bien conscients et en retour se montrent plus assurés et disposés à développer leur entreprise.

Ainsi la première partie du quinquennat semble avoir posé de bonnes bases et permis d'établir une relation de confiance entre ce Gouvernement et les chefs d'entreprise. Mais ne crions pas victoire trop tôt, les efforts se doivent d'être maintenus pour soutenir cette nouvelle assurance et ce désir d'oser l'embauche. Sans doute faudra-t-il encore renforcer le sentiment de partenariat, de « faire équipe » si le Gouvernement souhaite embarquer durablement les entrepreneurs. Comme ils l'ont souligné dans leurs nombreuses contributions lors du Grand Débat initié par le Président de la République, ces derniers, à cet effet, appellent à :

- de la transparence avant toute chose ;
- toujours plus de concertation et de co-construction ;
- et pour plus d'efficacité : de l'évaluation embarquée, autrement dit de l'expérimentation. Trop souvent pris par le quotidien pour se poser sur les projets de loi, ils invitent à privilégier la mise en test d'une mesure afin qu'elle intègre leur quotidien et qu'ils puissent juger de son bienfondé, proposer des évolutions, voire l'évincer pour contre-productivité.

Les entrepreneurs devront également être rassurés sur les orientations du Gouvernement. Si en 2019 cette relation Gouvernement-dirigeants a pu capitaliser sur les nombreuses lois et mesures promulguées au début du quinquennat, les dernières décisions ont davantage concerné les ménages et ont pour certaines constitué ou engendré des marches arrière notables aux yeux des chefs d'entreprise. L'année 2020 sera importante pour savoir si cette relation de confiance tiendra la distance.

Entre les derniers mois de 2018 chahutés par le mouvement des Gilets Jaunes, les projections moroses des économistes pour l'économie mondiale et les remous diplomatiques au niveau européen (la menace du Brexit, les relations diplomatiques conflictuelles avec l'Italie), l'année 2019 se présentait mal.

Mais pour finir, **fin 2019 la France affiche un bilan plus que satisfaisant :**

- Premier pays contributeur à la croissance de la zone euro cette année¹, elle tire son épingle du jeu dans un contexte européen et mondial défavorable,
- Selon l'INSEE l'année 2019 pourrait compter 241 000 créations d'emploi, soit plus deux fois plus qu'en 2018,
- Elle a attiré, et en particulier son secteur industriel, de nombreux investisseurs internationaux ces trois dernières années²

Les chefs d'entreprise semblent avoir tiré profit de cette année. **La Grande Consultation des Entrepreneurs, rendez-vous mensuel depuis 2015, a enregistré en 2019 des taux de confiance et d'optimisme record** et globalement les scores traduisent un état d'esprit positif et surpassent ceux obtenus avant la présidence actuelle.

Si le tableau général est enthousiasmant, cette année plus encore qu'en 2018, les entrepreneurs, et en particulier les dirigeants de TPE et les travailleurs non-salariés (TNS), connaissent aussi de nets moments de baisse de moral.

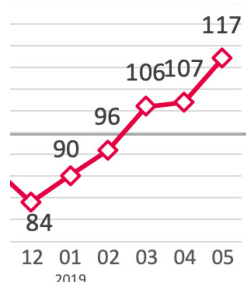
Au premier semestre, des entrepreneurs qui se ragaillardissent

Le premier semestre 2019 s'est avéré très dynamique d'un point de vue économique avec un niveau d'embauche excellent³ et une progression du pouvoir d'achat manifeste, dopé par les mesures d'apaisement prises dès décembre 2018 puis à l'issue du Grand Débat.

Aussi, assez naturellement, **l'état d'esprit des entrepreneurs**, après les affres de la fin de l'année 2018, **s'est amélioré progressivement**. Dès le mois de mars 2019, les chefs d'entreprise se montrent moins inquiets (-10 points par rapport à février) et moins méfiants (-11 points). Leur changement de point de vue radical sur les conséquences d'un éventuel Brexit sans accord témoigne également d'une manière de voir le monde plus apaisée. En l'espace d'un mois, ce sujet d'inquiétude fort pour l'économie française (60% des entrepreneurs s'en inquiétaient en février) n'émeut plus que 36% d'entre eux en mars (-24 points).

Fin mai, les entrepreneurs apparaissent :

Plus satisfaits de leur situation que jamais



En mai **63%** des chefs d'entreprise **jugeaient la situation « très bien en ce moment »**, soit +18 points depuis janvier et +44 points depuis avril 2017. Un taux jamais atteint jusque-là.

En mars et en mai **60%** qualifiaient leur état d'esprit de **confiant**, soit +21 points depuis janvier et +33 depuis avril 2017. Là aussi des taux jusque-là inédits.

¹ D'après l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

² Baromètre de l'attractivité de la France, EY

³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4170778>

Confiants pour l'avenir

En mai, notre **indicateur d'optimisme** atteignait **117 points**, soit 27 points de plus qu'en janvier.

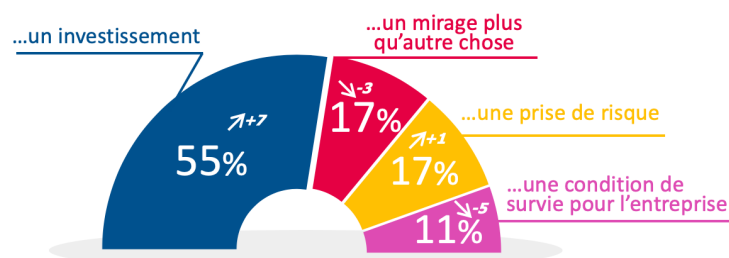
En mai également, **55%** des chefs d'entreprise **se représentaient l'innovation avant tout comme un investissement : un taux record** qui rassure sur le désir de se réinventer des entreprises et leur posture active face à cet enjeu.

L'innovation : un mirage ?

Si l'innovation est le plus souvent perçue d'abord comme un investissement, **tout au long de l'année de nombreux chefs d'entreprise ont fait part de leurs désillusions**, davantage qu'auparavant. En février 2019, **35% des entrepreneurs envisageaient l'innovation comme un mirage : un score record**. Parmi les chefs d'entreprise du bâtiment, ils étaient 40%, nettement plus que parmi les industriels (21%) globalement plus optimistes.

En novembre dernier, pourtant, c'est à leur tour, quelques semaines après le lancement du Pacte Productif, de partager plus largement un désenchantement vis-à-vis de l'innovation : 35% des industriels (contre 27% au global) la percevaient comme un mirage.

En juillet dernier, les industriels critiquaient également plus sévèrement les programmes nationaux d'aide à l'innovation : 49% les jugeaient mal conçus (contre 35% au global) et 54% estimaient que l'information sur ces dispositifs n'est pas facilement accessible (contre 41%). Quant aux programmes européens, c'est leur inaccessibilité que 57% des dirigeants du secteur industriel leur reprochent (contre 37%). A noter, toutefois qu'ils sont aussi plus au fait de ces programmes (moins de 15% ne se prononcent pas sur ces différents dispositifs contre 20 à 26% au global).



Ces taux élevés de satisfaction et d'optimisme reflètent mal les vécus contrastés des entrepreneurs.

Tout au long du premier semestre, l'indicateur d'optimisme des Travailleurs Non Salariés (TNS) et des entrepreneurs employant moins de 10 salariés faisait grise mine comparativement à celui des chefs d'entreprises de plus grande taille.



Et quand les chefs d'entreprises comptant 10 salariés et plus affichent un optimisme élevé et constant dès le mois d'avril, les **TNS et dirigeants de TPE** apparaissent **plus facilement ébranlés**. En juin, leur indicateur chute de 11 points (104) et leur niveau de confiance dans les perspectives pour leur entreprise de 4 points (72%) quand ce taux reste très élevé et stable chez les dirigeants d'entreprises de plus grande taille (91%, -2 pts).

Grand Débat et élections européennes : deux temps forts du premier semestre progressivement investis par les chefs d'entreprise

Si a posteriori les mesures prises suite au Grand Débat semblent avoir contribué à la bonne santé de l'économie française, rares étaient les chefs d'entreprise véritablement convaincus par la démarche à ses prémices. En janvier :

- 23% d'entre eux déclaraient avoir l'intention de participer,
- 53% n'en attendaient absolument rien,
- et à peine 30%, dont 29% pour lesquels c'était loin d'être une certitude, estimaient que ce Grand Débat pourrait permettre de sortir de la crise des Gilets Jaunes.
- A peine plus y voyaient l'occasion de faire émerger des solutions efficaces : 38% dont 2% pour lesquels c'était une certitude.

Dans les faits, séduits par la possibilité de porter un message en tant qu'entrepreneurs, ils sont nombreux à avoir pris la parole via les différents outils proposés par les CCI (tables rondes en live, contributions en ligne...). L'occasion pour eux de réaffirmer des messages clés :

- Leur souhait de **simplification administrative** et par extension de voir diminuer la dépense publique ;
- Leur souhait d'une **relation de partenariat** plutôt que de défiance : du support, du conseil et des décisions en concertation plutôt que du contrôle, des sanctions et des injonctions descendantes parfois déconnectées du terrain ;

- Leur souhait **de voir diminuer l'injustice territoriale** (bénéficier de conditions équitables pour le développement économique d'un territoire à l'autre) ;
- Leur propre « **ras le bol** » fiscal : en mars 2019, **51% des entrepreneurs rappelaient que l'action prioritaire qu'ils attendent du Gouvernement demeure la remise à plat de la fiscalité des entreprises.**

Quant aux élections européennes, seuls **53% des entrepreneurs déclaraient en avril avoir l'intention de voter** et à peine 31% se disaient intéressés par la campagne (contre 52% des Français). Si 7 entrepreneurs sur 10 disaient avoir bien conscience que tout se joue à Bruxelles (71%), pour 43% d'entre eux le Parlement ne constitue pas le lieu véritable du pouvoir.

Au second semestre des entrepreneurs plus moroses mais qui conservent des ressources d'optimisme

Une période estivale et post-estivale stressante

Les mauvaises nouvelles pour l'économie mondiale comme française se sont multipliées sur cette période. Le mois d'août fut le théâtre d'une agitation boursière inquiétante voire menaçante, les pronostics de risque de récession allant bon train.

Fin août, à l'occasion du G7, les chefs d'entreprise ont vu le Président Macron reculer sur la mise en place de la taxe GAFA. Celle-ci était perçue comme un geste fort de justice sociale pour les entreprises françaises qui s'acquittent consciencieusement de leurs propres taxes et sont concurrencées par des firmes pratiquant une optimisation fiscale forcenée. Et ce sujet reste brûlant, en décembre, sur une liste variée de risques existants, 10% des entrepreneurs estimaient que le développement sur leurs marchés des plateformes numériques constitue une des deux menaces les plus inquiétantes pour leur entreprise en 2020.

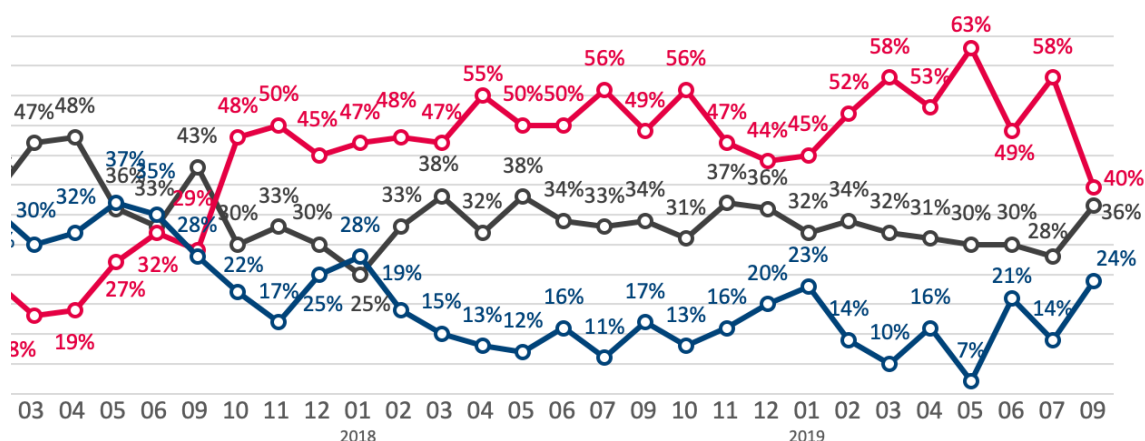
Fin juillet, déjà, le Président Macron était revenu sur son ambition de réduction du nombre de fonctionnaires, une promesse électorale fortement soutenue par les chefs d'entreprise.

Quant à la rentrée, elle s'est vue perturbée par des mouvements de grève lourds de la RATP puis des cheminots suite au discours du Premier ministre annonçant les contours de la prochaine réforme des retraites.

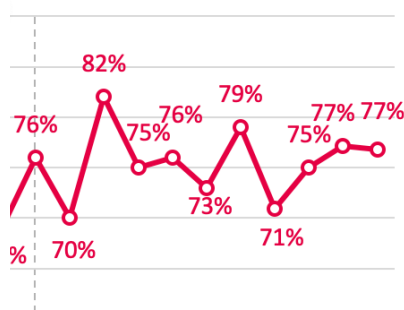
En miroir, on observe dès septembre **une chute nette du moral des entrepreneurs** avec :

Un effondrement

- **de l'indicateur d'optimisme** (89 en septembre et 90 en octobre contre 114 en juillet)
- **et du sentiment que c'est « très bien aujourd'hui »** (40% en septembre, -18 points) : un seuil qui n'avait pas été atteint depuis septembre 2017.



Une régression de la confiance dans les perspectives pour son entreprise (71%, soit un score comparable à celui enregistré en février).



Votre
entreprise

Pour autant, on constate **une capacité à se projeter positivement encore forte pour un entrepreneur sur 4** (en septembre 24% estiment que « ce sera mieux demain »). Et ce climat plus morose **n'empêche pas les chefs d'entreprise d'envisager plus que jamais l'embauche de nouveaux collaborateurs** : en octobre, **11%** des entrepreneurs dont **9% des dirigeants de TPE** déclarent en avoir l'intention dans les 12 prochains mois : deux scores jusque-là jamais enregistrés.

Une embellie en fin d'année...

Le mois de novembre a vu les chefs d'entreprise retrouver de l'allant. Mi-novembre, ils affichaient à nouveau une tendance à l'optimisme (indicateur à 108, +18 pts) et cette fois-ci aussi bien pour les TNS et dirigeants de TPE que pour les plus grandes entreprises. Ils étaient également plus de la majorité à juger « très bien en ce moment » la situation (53%, +10 pts).

Le recrutement : une sinécure pour les chefs d'entreprise

Les difficultés de recrutement sont le principal frein au développement des PME selon 59% d'entre elles d'après le baromètre de l'institut Rexecode paru en septembre 2019. En juin dernier, **19% des chefs d'entreprise ayant cherché à recruter déclaraient avoir rencontré des difficultés pour pourvoir un poste**, le score atteignait **60% pour les chefs d'entreprises de 10 salariés et plus**. Plutôt que d'engager des démarches chronophages et parfois coûteuses, ils sont nombreux à privilégier le recours au réseau personnel (39%) et professionnel (28%) et les candidatures spontanées (28%), reflet d'une situation très spécifique à la France : les recrutements se font sur un marché caché.

Plusieurs bonnes raisons de se réjouir ont marqué cette période :

- Fin octobre la réforme de l'assurance chômage entrait en vigueur : **une réforme attendue par les chefs d'entreprise**. En mars 31% d'entre eux la jugeaient prioritaire. Elle est également le pendant d'un thème clé évoqué à l'occasion des consultations des CCI pour le Grand Débat : **l'attractivité du travail**.
- Fin octobre, toujours, le taux de croissance du troisième trimestre plaçait la France devant le reste de l'Europe
- Tout début novembre, à la faveur d'une éclaircie dans les relations commerciales entre la Chine et les

Etats-Unis, les cours des bourses mondiales s'envolent et atteignent des records.

... amputée dès début décembre par la mobilisation autour de la réforme des retraites

Face aux mouvements de contestation très suivis du 5 décembre, **les chefs d'entreprise accusent le coup**. Parmi les menaces les plus inquiétantes en 2020, la poursuite des mouvements sociaux nationaux occupe la première place.

Si les dirigeants conservent leur optimisme pour leur propre entreprise (77%) et un désir d'embauche encore fort (8%), ils **jugent plus durement les perspectives pour l'économie française** (34% restent confiants, -10 pts) et **la situation actuelle** (42% estimaient que « c'est très bien en ce moment », -11 pts) tandis que **l'indicateur d'optimisme dégringole à nouveau** (93, -15 pts).

Au-delà des implications économiques de ce type de mouvement contestataire, les dirigeants semblent redouter que le projet de réforme ne fasse fausse route. Interrogés début décembre **57% des dirigeants retirent leur soutien au projet de réforme tel qu'il existe actuellement** : 15% souhaitent son retrait et 42% que le Gouvernement le modifie. **Seuls 26% affichent un soutien inconditionnel**.

Or cette réforme, ils y tiennent :

- en mars elle se positionnait en **priorité n°2** pour les dirigeants
- en octobre **89% d'entre eux estimaient que le système des retraites devait être réformé** dont 64% en profondeur. Le système actuel était jugé injuste à plusieurs titres par plus de 80% des dirigeants et inadapté à la réalité du marché du travail par 81%.

La nécessaire transition écologique : un sujet brûlant en 2019

Tout au long de l'année, des voix se sont élevées pour dire l'urgence. Greta Thunberg aura marqué les esprits mais elle n'est pas la seule à avoir pris la parole sur ce sujet. Le Président comme le Premier ministre se sont exprimés à plusieurs reprises et notamment en mai dernier à l'occasion de la sortie du rapport de l'IPBES sur l'urgence d'agir pour préserver la biodiversité. Plus tard, c'est le climat qui s'est fait remarquer : octobre dernier était le cinquième mois d'affilée qui enregistrait un record de température ou s'en approchait de près d'après le service européen Copernicus.

Face à ces enjeux, la majorité des chefs d'entreprise apparaît **démunie**.

- A l'occasion des consultations des CCI pour le Grand Débat, les entrepreneurs ont fait part de leurs appréhensions et de leur sentiment d'être insuffisamment outillés pour faire face.
- Et en septembre, un dirigeant sur 3 pouvait dire que son entreprise avait entamé une transition vers l'économie circulaire (34%). En matière de recours aux énergies renouvelables, seuls 13% déclaraient y recourir. A noter, cependant, que les entreprises comptant 10 salariés et plus sont plus nombreuses (29%).

On retiendra de ces consultations menées en 2019 deux principaux enseignements :

- **Le moral des entrepreneurs, cette année encore, est bon, globalement meilleur qu'il n'a été avant la présidence d'Emmanuel Macron.** Les chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus, en particulier, affichent une confiance et un optimisme propices à la prise de risque ;
- Les **chefs d'entreprise embauchent**, les chiffres de l'INSEE sont éloquentes en ce sens, et bien qu'ils soient en difficulté sur ce volet, **ils ne comptent pas s'arrêter là**.

Malgré tout, l'année se termine sur une note plus nuancée. Et entre la contestation sociale persistante et le calendrier électoral qui pourrait mettre à l'arrêt pendant un moment un certain nombre de projets de réformes et d'investissements, l'année 2020 s'annonce moins féconde pour les chefs d'entreprise.

Les différentes mesures fiscales en faveur des ménages devraient permettre, selon les pronostics, de voir la consommation des ménages prendre le relais de la mise à l'arrêt des investissements publics et privés⁴. L'économie française au global serait ainsi préservée malgré un contexte de croissance mondiale atone.

Mais ces mesures comme les rebours récents sur la réforme des retraites ou la réduction des déficits sont aussi autant de signaux faibles envoyés aux entrepreneurs : resteront-ils les favoris de cette présidence, la réconciliation des Français avec les chefs d'entreprise, souhaitée ardemment par le Président, pourra-t-elle s'opérer ? En octobre dernier, la politique gouvernementale était encore perçue comme équilibrée (profitable aux entreprises comme aux ménages) par 45% des dirigeants voire pour 39% comme légèrement à leur avantage. Qu'en sera-t-il dans les prochains mois ? Tandis que les marges de manœuvre pour le Gouvernement s'amenuisent à mesure que des concessions sont faites aux ménages, les chefs d'entreprise attendent toujours l'annonce d'un chantier majeur : la baisse des impôts de production.

⁴ Perspectives économiques et budgétaires pour 2020, Document de travail n°73, Rexecode, octobre 2019, <http://www.rexecode.fr/public/Analyses-et-previsions/Documents-de-travail>
IPBES : Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), ou « GIEC de la biodiversité ». Discours d'E. Macron : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/05/06/proteger-la-biodiversite-une-ambition-francaise-europeenne-et-mondiale>

Contacts

CCI France

Béatrice Genoux

b.genoux@ccifrance.fr

OpinionWay

Éléonore Quarre

equarre@opinion-way.com

Remerciements à

*“**opinion****way**”*

et à nos partenaires média



www.grandeconsultation.fr

CCI France

8-10 rue Pierre Brossolette

CS 90166

92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

www.cci.fr